

PRÉFET DE LOT-ET-GARONNE

Direction Départementale des Territoires
Service Territoires et Développement
Missions Interministérielles

**Arrêté préfectoral complémentaire n° 2014016-0004
modifiant l'arrêté autorisant la société Les Dragages du pont de Saint-Léger (DSL) à
exploiter une carrière de sables et graviers sur le territoire de la commune de Saint Léger**

**Le Préfet de Lot-et-Garonne,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu le code de l'environnement, titre Ier du livre V, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment ses articles L 511-1 à L 517-2 et R 511-9 à R 517-10 ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié, relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2010-855-21 du 26 mars 2010 délivré à la Société DSL pour l'exploitation et l'extension d'une carrière à ciel ouvert de sables et graviers sur le territoire des communes de Damazan et de Saint-Léger aux lieux-dits « Lasbouères », « Bure » et « Couralé » ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2013-095-0002 du 5 avril 2013 délivré à la Société DSL pour l'exploitation d'une carrière de sables et graviers sur le territoire de la commune de Saint-Léger aux lieux-dits « Lasbouères », « Bure », « Capéragnot », « Couralé » et « Petit sauvage » ;

Vu la visite du site effectuée par l'inspection des installations classées le 21 novembre 2013 ;

Vu le procès verbal de récolement du 22 novembre 2013, concernant les parcelles situées au lieu-dit « Couralé » section cadastrale ZB n° 5 et 32 de la commune de Saint-Léger représentant une surface totale de 27105 m² ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 22 novembre 2013 proposant une modification de l'article 2, alinéa 3 et ses annexes de l'arrêté préfectoral susvisé ;

Vu l'avis émis par la commission départementale de la nature des paysages et des sites (CDNPS) au cours de la séance du 16 décembre 2013 ;

Considérant que la durée d'exploitation reste identique à celle de la demande initiale, le principe de réaménagement de la carrière reste identique à celui initialement prévu, le tonnage de matériaux extrait reste identique à celle de la demande initiale, le périmètre d'extraction reste identique à celui de la demande initiale ;

Considérant que la remise en état des parcelles n°5 et 32 de la section ZB de la commune de Saint-Léger ont été réalisées conformément aux prescriptions de l'arrêté d'autorisation susnommé ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRETE

Article 1

L'article 2 alinéa 2-3 de l'arrêté préfectoral du 5 avril 2013 est modifié comme suit :

Conformément au plan joint à la demande, lequel est annexé à l'original du présent arrêté, l'autorisation d'exploiter porte sur les parcelles ci-dessous mentionnées, représentant une superficie totale de 524 861 m².

Commune de Damazan (site autorisé par l'AP du 12 mai 1998)				
<i>Section</i>	<i>n° de parcelle</i>	<i>Lieu dit</i>	<i>Superficie (m²)</i>	<i>Surface exploitable (m²)</i>
ZE	29	Lasbouères	71 750	5 195
	46a		27 871	0
	47		1 540	0
	48		58 460	0
	50		48 810	9 475
TOTAL			208 431	14 670
Commune de DAMAZAN (extension)				
ZE	15	Lasbouères	5 540	0
	19		26 720	20 665
	57		78 400	70 185
	10	Capéragnot	49 020	38 670
	24	Petit Sauvage	63 000	48 725
	25		2 050	2 035
TOTAL EXTENSION			224 730	180 280
TOTAL (existant et extension)			433 161	194 950

Commune de SAINT-LEGER (extension)				
<i>Section</i>	<i>n° de parcelle</i>	<i>Lieu dit</i>	<i>Superficie</i>	<i>Surface exploitable</i>
A	37	Bure	73 400	55 280
ZB	8	Couralé	18 300	0
TOTAL			91 007	55280

La superficie totale de la carrière est de 52 ha 48 a 61 ca dont 25 ha 02 a 03 ca exploitables,

Article 2 : Voies et délais de recours

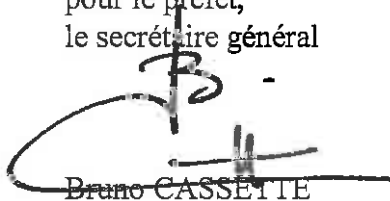
La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de six mois pour l'exploitant ou pour les tiers.

Article 3 : Copies et exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Lot-et-Garonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, les inspecteurs des installations classées placés sous son autorité, le maire de la commune de Saint-Léger, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont une copie leur sera adressée ainsi qu'à la société Les Dragages du pont de Saint-Léger (DSL).

Agen, le 16 JAN. 2014

pour le préfet,
le secrétaire général



Bruno CASSETTE

